

**RETURN BIDS TO:**

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada**

**800 Burrard Street, Room 219**

**800, rue Burrard, pièce 219**

## Vancouver

## British Columbia

**V6Z 0B9**

**Bid Fax: (604) 775-9381**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

### Regional Individual Standing Offer (RISO)

### Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

## CETTE OFFRE À COMMANDES COMPREND UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

**Vendor/Firm Name and Address****Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada - Pacific Region

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver

British C

V6Z 0B9

<b>Title - Sujet</b> General Construction Trade Services	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6862-190058/A	<b>Date</b> 2019-01-17
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6862-190058	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$PWY-028-8535
<b>File No. - N° de dossier</b> PWY-8-41095 (028)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-02-15</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Pacific Standard Time PST
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Lam (PWY), Tian	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwy028
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (604)363-7968 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (604)775-6633
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DND - CFB Comox & HMCS Quadra - Lazo, BC	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

Convention d'offre à commandes – Corps de métiers de construction de nature générale  
BFC Comox, à Lazo, en Colombie-Britannique

### AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS

#### PAIEMENT SANS DÉLAI DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

##### Principes en matière de paiement sans délai

Services publics et Approvisionnement Canada est d'avis que ces trois principes devraient régir le versement des paiements faits au titre des contrats de construction :

- Rapidité : Le Ministère examinera et traitera les factures dans les meilleurs délais. En cas de différend, Services publics et Approvisionnement Canada paiera les éléments non contestés, tout en s'employant à résoudre la question du montant contesté de façon rapide et équitable
- Transparence : Le Ministère rendra publics les renseignements sur les paiements versés au titre des contrats de construction, comme les dates de versement des paiements, ainsi que le nom des entreprises, les numéros de contrat et de projet; de leur côté, les entrepreneurs devraient communiquer ces renseignements aux paliers inférieurs
- Responsabilité partagée : Les payeurs et les bénéficiaires sont tenus de respecter les conditions de leurs contrats, entre autres leurs obligations liées au versement et à la réception des paiements, ainsi que d'adopter les pratiques exemplaires de l'industrie.

Pour plus de renseignements : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/divulgence-disclosure/psdic-ppci-fra.html>

#### CE BESOIN COMPORTE DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'instruction particulière IP09 "Exigences relatives à la sécurité industrielle" et la Condition supplémentaire CS01 "Exigences en matière de sécurité industrielle, lieu de sauvegarde des documents".

#### APPUYER LE RECOURS AUX APPRENTIS

Le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Afin de supporter l'initiative, une attestation volontaire est à compléter à l'appendice 8 confirmant l'intention du soumissionnaire d'employer et former de la main-d'œuvre.

#### MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1<sup>er</sup> avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter ce lien <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/vedette-features/2016-04-19-00-fra.html>

#### AJOUT DE TERMINOLOGIE

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS03 de l'ajout de terminologie à la clause R2810D.

## TABLE DES MATIÈRES

### INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS- SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)

IG01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre  
IG02 L'offre  
IG03 Identité ou capacité civile de l'offrant  
IG04 Taxes applicables  
IG05 Frais d'immobilisation  
IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs  
IG07 Livraison des offres  
IG08 Révision des offres  
IG09 Rejet de l'offre  
IG10 Coûts relatifs aux offres  
IG11 Numéro d'entreprise - approvisionnement  
IG12 Respect des lois applicables  
IG13 Approbation des matériaux de remplacement  
IG14 Évaluation du rendement  
IG15 Conflit d'intérêts / Avantage indu  
IG16 Code de conduite pour l'approvisionnement - offre

### INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

IP01 Introduction  
IP02 Documents de l'offre  
IP03 Demandes de renseignements  
IP04 Quantité  
IP05 Obligation de TPSGC  
IP06 Visite optionnelle des lieux  
IP07 Révision des offres  
IP08 Période de validité des offres  
IP09 Exigences relatives à la sécurité industrielle  
IP10 Sites Web

### CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT (DC)

#### PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (POC)

POC01 Généralités  
POC02 Période de l'offre à commandes  
POC03 Limite des dépenses pour les commandes subséquentes  
POC04 Procédures applicables aux commandes subséquentes  
POC05 Responsables de l'offre à commandes

#### CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 Exigences relatives à la sécurité industrielle  
CS02 Condition d'assurance  
CS03 Interprétation

<b>APPENDICE 1</b>	<b>DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ</b>
<b>APPENDICE 2</b>	<b>ÉNONCÉ DES TRAVAUX</b>
<b>APPENDICE 3</b>	<b>PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION</b>
<b>APPENDICE 4</b>	<b>TECHNICAL EVALUATION CRITERIA</b>
<b>APPENDICE 5</b>	<b>QUALIFICATIONS FORM – MANDATORY REQUIREMENT</b>
<b>APPENDICE 6</b>	<b>FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX</b>
<b>APPENDICE 7</b>	<b>RAPPORTS PÉRIODIQUES</b>
<b>APPENDICE 8</b>	<b>ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS</b>
<b>ANNEXE A</b>	<b>LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)</b>
<b>ANNEXE B</b>	<b>ATTESTATION D'ASSURANCE</b>
<b>ANNEXE C</b>	<b>RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS</b>
<b>ANNEXE D</b>	<b>LISTE DES SOUS-TRAITANTS (Pourrait être demandée dans le cadre de commandes subséquentes)</b>

## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS - SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)

### IG01 (2016-04-04) Dispositions relatives à l'intégrité – offre

1. La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») en vigueur à la date d'émission de la demande d'offre ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à la demande d'offre et en font partie intégrante. L'offrant doit respecter la Politique et les directives, lesquelles se trouvent à l'adresse suivante : [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).
2. En vertu de la Politique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suspendra ou pourrait suspendre un offrant ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
3. En plus de tout autre renseignement exigé dans la demande d'offre, l'offrant doit fournir ce qui suit :
  - a. dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une offre, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;
  - b. avec son offre, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une offre en réponse à la présente demande d'offre, l'offrant atteste :
  - a. qu'il a lu et qu'il comprend la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#);
  - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
  - c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès de l'offrant ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
  - d. qu'il a fourni avec son offre une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
  - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
  - f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
5. Lorsqu'un offrant est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec son offre un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
6. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat le Canada établit que l'offrant a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que l'offrant est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse.

## **IG02 (2014-03-01) L'offre**

1. L'offre doit:
  - a. être présentée sur le Formulaire de D'offre et d'acceptation obtenu par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au Formulaire d'offre et d'acceptation obtenu par l'entremise du SEAOG;
  - b. être établie en fonction des documents d'offre énumérés aux Instructions particulières aux offrants;
  - c. être remplie correctement à tous égards;
  - d. être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant; et
  - e. être accompagné de tout autre document précisé ailleurs dans les documents de l'offre où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG09, toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire d'offre et d'acceptation ou toute condition ou restriction ajoutée à l'offre pourrait constituer une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le Formulaire d'offre et d'acceptation par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.
3. Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents d'offres.
4. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes d'offres et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande d'offres ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement à l'offrant de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part de l'offrant à consulter les mises à jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

## **IG03 (2015-02-25) Identité ou capacité civile de l'offrant**

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de :

- a. ce pouvoir de signature;
- b. la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

## **IG04 (2015-02-25) Taxes applicables**

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013.

## **IG05 (2017-04-27) Frais d'immobilisation**

Pour l'application de la CG1.8, de R2810D « Lois, permis et taxes », seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à l'émission de permis de construire doivent être inclus. Les offrants ne doivent pas inclure, dans le montant de leur offre, les sommes correspondantes à des droits spéciaux d'aménagement

ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

#### **IG06 (2015-02-25) Liste des sous-traitants et fournisseurs**

Nonobstant toute liste de sous-traitants que le l'offrant peut être tenu de déposer dans le cadre de la l'offre, l'offrant devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non-respect de ces exigences donnera lieu au rejet de l'offre.

#### **IG07 (2014-03-01) Livraison des offres**

1. Le Formulaire d'offre et d'acceptation rempli en bonne et due forme doit être joint et cacheté dans l'enveloppe fournie par l'offrant. L'enveloppe doit être adressée et soumise au bureau désigné sur la page frontispice « Appel d'offres » pour la réception des offres. L'offre doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquée pour la clôture des offres.
2. Sauf indication contraire aux Instructions particulières aux offres :
  - a. l'offre doit être en dollars canadiens;
  - b. le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute offre incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.
3. Avant de présenter l'offre l'offrant doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de retour :
  - a. le numéro de l'invitation;
  - b. le nom de l'offrant;
  - c. l'adresse de l'expéditeur; et
  - d. l'heure et la date de clôture.
4. La livraison correcte des offres dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive de l'offrant.

#### **IG08 (2010-01-11) Révision des offres**

1. Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offre.
2. Une modification à une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).
3. Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure devrait clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
4. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement pourrait/pourraient être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

#### **IG09 (2014-09-25) Rejet de l'offre**

1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucune offre, même la plus basse.
2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1) de l'IG09, le Canada peut rejeter une offre dans l'un ou l'autre des cas suivants :
  - a. les privilèges permettant à l'offrant de présenter des offres ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
  - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans l'offre de présenter des offres sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à faire une offre pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;

- c. l'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
  - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans son offre;
  - e. des profuses à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
  - f. dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada :
    - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux de l'offrant, à un sous-traitant ou à un employé visé dans l'offre; ou
    - ii. le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de l'offre.
3. Dans l'évaluation du rendement de l'offre dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2) (f)(ii) de l'IG09, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
  - a. la qualité de l'exécution des travaux de l'offre;
  - b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
  - c. la gestion générale des travaux de l'offrant et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
  - d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'offrant lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG09, le Canada peut rejeter toute offre selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
  - a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des offres proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
  - b. la capacité de l'offrant à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
  - c. le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats.
5. Dans les cas où un offre devrait être rejetée conformément aux alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG09, pour des motifs distincts+ de ceux exposés au sous-alinéa 2)(a) de l'IG09, l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.
6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenus dans les offres qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'offre et les exigences énoncées dans les documents de l'offre peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres offrans.

#### **IG10 (2015-02-25) Coûts relatifs aux offres**

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande de l'offrant. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

#### **IG11 (2015-02-25) Numéro d'entreprise - approvisionnement**

Les offrans doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les offrans peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web [Contrats Canada](#). Pour s'inscrire autrement que par Internet, les offrans peuvent communiquer avec [l'agent d'inscription des fournisseurs](#) le plus près.

#### **IG12 (2013-04-25) Respect des lois applicables**

1. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui



s'appliquent à la présentation de l'offre et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.

2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées à l'alinéa 1) de l'IG12, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG12 donnera lieu au rejet de l'offre.

### **IG13 (2015-02-25) Approbation des matériaux de remplacement**

Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, l'offre doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des offres. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de l'offre, on publiera un addenda aux documents de l'offre.

### **IG14 (2010-01-11) Évaluation du rendement**

1. Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
2. Le formulaire [PWGSC-TPSGC 2913](#), SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

### **IG15 (2012-07-16) Conflit d'intérêts / avantage indu**

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrants sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :
  - a. l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de l'offre; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
  - b. le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de l'offre qui n'étaient pas à la disposition des autres offrants et que cela donne ou semble donner à l'offrant un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de l'offre (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. L'offrant demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrants ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de l'offre. En déposant une offre, l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est le seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

### **IG16 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre**

Selon le [Code de conduite pour l'approvisionnement](#), les offres doivent répondre aux demandes d'offres de façon honnête, équitable et exhaustive, rendre compte avec exactitude de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans les demandes d'offres et les contrats subséquents, et présenter des offres et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations prévues au contrat. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il se conforme au *Code de conduite pour l'approvisionnement*. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.



## INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

### IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des propositions pour des offres à commandes. Les offrans sélectionnés devront exécuter des travaux selon les besoins.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser au plus deux (2) offres à commandes, chacune pour une durée de trois (3) ans. La valeur totale en dollars de toutes les offres à commandes, pour la durée de trois (3) ans, est estimée à 1 800 000 \$ (TPS et TVH exclues). Les différentes commandes subséquentes pourront atteindre un maximum de 60 000 \$ chacune (Taxes comprise). Les offrans doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; TPSGC attribuera les commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers seront assurés en vertu des offres à commandes seront nécessaires. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.

TPSGC disposera également d'une option irrévocable de prolonger la durée de l'offre pour au maximum deux (2) périodes supplémentaires de douze (12) mois chacune, selon les mêmes conditions. Nota : L'État décidera à son entière discrétion s'il exerce une ou plusieurs des options prévues. Le Canada pourra, à sa seule discrétion, exercer l'une ou l'autre des options en faisant parvenir à l'entrepreneur un avis écrit au moins 30 jours avant la date d'expiration du marché initial ou de toute prolongation de celui-ci.

### IP02 DOCUMENTS DE L'OFFRE

1. Les documents suivants constituent les documents de l'offre:
  - a. Demande d'offre à commande d'offres - Page 1;
  - b. Instructions générales aux offrans – Services de construction;
  - c. Instructions particulières aux offrans;
  - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat subséquent";
  - e. Dessins et devis;
  - f. Formulaire de proposition de prix et tout appendice s'y rattachant;
  - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une offre constitue une affirmation que l'offrant a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les offres reçues par télécopieur seront reconnues comme officielles.

Article IG07, ajoutez le paragraphe suivant:

3. Les offres reçues par télécopieur seront reconnues comme officielles, si elles satisfont les critères suivants :
  - a) Doivent être complétées et soumises sur le formulaire de proposition de prix prévu
  - b) Doivent indiquer :
    - Numéro de la demande d'offre
    - Numéro de l'invitation
    - Nom de l'offrant
    - Heure et la date de clôture
  - c) Doivent être reçu avant la fermeture des offres au numéro de télécopieur (604) 775-9381.

### IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

1. Toute demande de renseignements doit être présentée par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure à la demande d'offres à commande (DOC) Page 1 à l'adresse courriel [tian.lam@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:tian.lam@tpsgc-pwgsc.gc.ca). À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG13 toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrants, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

#### **IP04 QUANTITÉ**

La quantité des travaux et la dépense estimative précisée dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

#### **IP05 OBLIGATION DE TPSGC**

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires à leur préparation ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute proposition en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

#### **IP06 VISITE OPTIONNELLE DES LIEUX**

On recommande fortement aux soumissionnaires de visiter personnellement les lieux avant de présenter leur soumission afin de bien se renseigner sur la nature et l'ampleur des travaux et de connaître les lieux.

Une visite optionnelle des lieux se déroulera à la date et à l'emplacement suivants :

Date : 30 janvier 2019

Heure : 10 h (heure locale)

Adresse : 19 Wing Comox, Lazo (C.-B.) V0R 2K0. Intersection : Ryan Road et Military Row, Lazo (C.-B.)

Instructions : Les soumissionnaires doivent se retrouver au bâtiment 194 (MP Guard House) à 19 Wing Comox, Lazo (C.-B.).

Remarque : Les soumissionnaires qui souhaitent participer à la visite doivent fournir leur nom à Tian Lam, à l'adresse [tian.lam@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:tian.lam@pwgsc-tpsgc.gc.ca), au plus tard 24 heures avant la visite du chantier, pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui participeront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence.

#### **IP07 RÉVISION DES OFFRES**

Une offre peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément aux « Instructions générales aux offrants – services de construction ». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (604) 775-9381.

#### **IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES**

1. L'offre ne peut être retirée pour une période de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

2. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres à commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrants auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 2. ci-haut est acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra poursuivre alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.
4. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 2. Ci-haut n'est pas acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion :
  - a. poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
  - b. annuler la demande d'offre à commande.
5. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de IG09 des "Instructions générales aux offrants – services de construction".

#### **IP09 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE**

1. Au moment de l'attribution de l'offre, l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable, comme indiqué à la CS01. Tout manquement à se conformer à cette exigence rendra l'offre irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à l'offre.
2. Les membres du personnel de l'offrant retenu, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui effectueront quelque partie que ce soit des travaux durant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi se conformer aux exigences obligatoires en matière de sécurité du contrat subséquent tel qu'indiqué à l'article CS01 des conditions supplémentaires. **Les membres du personnel ne détenant pas la cote de sécurité requise ne seront pas admis sur les lieux.** Il sera de la responsabilité de l'offrant retenu de s'assurer que exigences en matière de sécurité sont rencontrées tout au long du contrat. Le Canada ne sera pas tenue responsable ou redevable de tout retard ou frais supplémentaires associés avec la non-conformité de l'offrant retenu aux exigences obligatoires en matière de sécurité.

#### **IP10 SITES WEB**

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Services de sécurité industrielle  
<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaire relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

[http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505\\_fra.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf)

Accord Commerciaux

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strat-gique-et-juridique/Accords-commerciaux>

## CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
  - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
  - b. Formulaire de proposition de prix et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
  - c. Dessins et devis;
  - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2017-08-17);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2015-02-25);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2016-01-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2016-01-28);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2884D	(2016-01-28);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2015-02-25);

Conditions supplémentaires
  - e. Toute modification émise ou toute révision de l'offre recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
  - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'offrant avant l'acceptation de l'offre et
  - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

## PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (PO)

### POC01 GÉNÉRALITÉS

1. L'offrant reconnaît qu'une offre à commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre à commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada à acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat cet effet.
2. L'offrant propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité contractante pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'offrant comprend et convient :
  - a. qu'une commande subséquente d'une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
  - b. que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
  - c. que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
  - d. que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
  - e. que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

### POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

La période au cours de laquelle on pourra passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commande sera de trois (3) ans, à partir de la date de début identifiée à l'offre à commande.

Par les présentes, l'offrant reconnaît au Canada le droit irrévocable de se prévaloir de deux (2) options lui permettant de prolonger le contrat d'une période supplémentaire de douze (12) mois, selon les mêmes modalités et conditions que celles énoncées au contrat. Il convient de noter que le Canada n'est pas tenu d'exercer ces options. Le Canada pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'une ou l'autre des options en faisant parvenir à l'entrepreneur un avis écrit au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat initial ou de toute prolongation de celui-ci.

### POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES

L'offre à commandes sera établie avec une limite maximale de dépenses de 60 000 \$ (taxes applicables comprises) pour chacune des commandes subséquentes.

### POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES

1. Les travaux seront commandés comme suit :
  - a. Le Représentant du Ministère déterminera l'étendue des travaux à fournir. Pour chaque commande subséquente, on prendra en considération les offrants selon un système automatisé de répartition. Ce système fera un suivi de toutes les commandes subséquentes attribuées à chaque offrant et tiendra à jour un cumul de la valeur monétaire des contrats attribués. Le système établira, pour chaque offrant, un pourcentage de répartition idéale du travail, fondé sur les éléments suivants : 60 % du travail confié à l'offrant classé premier et 40 % pour l'offrant classé deuxième. Dans l'éventualité que moins de deux [2] offrants soient retenus, le % de travail à répartir sera distribué aux offrants retenus en utilisant la formule suivante:

$$\text{Le \% révisé de répartition} = \frac{\text{\% préétabli}}{100 \text{ moins le \% répartir}} \times 100$$



L'offrant qui aura obtenu le moins de travail par rapport à son pourcentage de répartition idéale établi en relation avec les autres offrants sera retenu pour la commande suivante.

- b. Pour chaque commande subséquente, on fournira l'énoncé des travaux et l'offrant présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs unitaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'offrant comprendra l'ensemble des travaux tel que spécifié incluant l'immobilisation, les sous-traitants, les matériaux, la main d'œuvre l'outillage, frais d'administration et de supervision incluant le(s) permis de construction selon les normes et règlements.

2. L'offrant sera autorisé par écrit à exécuter les travaux par l'autorité contractante qui établira une commande subséquente l'offre à commandes en utilisant le formulaire 942.
3. On doit discuter avec le Représentant du Ministère de tous les changements qu'on propose d'apporter à l'étendue des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être autorisés qu'au moyen d'un modificatif établi par l'autorité contractante.

### POC05 RESPONSABLES DE L'OFFRE À COMMANDES

Le responsable de l'autorité contractante de l'offre à commandes est :

Nom : Tian Lam

Titre : Spécialiste d'approvisionnement

Département : Service public et Approvisionnement Canada

Direction : Direction générale de l'approvisionnement

Téléphone : 604-363-7968

Courriel : tian.lam@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante de l'offre à commandes est chargée de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Elle est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

Le responsable de l'autorité technique pour l'offre à commandes est : (À déterminer)

Le responsable de l'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Département : \_\_\_\_\_

Direction : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

L'offrant retenu pour l'offre à commande est : (À déterminer)

Nom : \_\_\_\_\_

Contact : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

## CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

### CS01 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE, LIEU DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS.

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

#### DOSSIER TPSGC No W6862-190058

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)**.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET ou FIABILITÉ tel que requis**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - (a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe A;
  - (b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

**VEUILLEZ NOTER** : Il y a des **niveaux multiples de contrôle de sécurité du personnel** associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de Classification de sécurité doit être ajouté à la LVERS afin de clarifier ces contrôles de sécurité. Le Guide de Classification de sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

### CS02 CONDITIONS D'ASSURANCE

- 1) Polices d'assurance
  - a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
  - b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
- 2) Période d'assurance
  - a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution et demeurer en vigueur pendant toute la durée de l'offre à commande.
  - b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises, et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.
- 3) Preuve d'assurance
  - a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de son offre, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fourni.
  - b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance  
En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

### CS03 INTERPRÉTATION

La Condition générale CG1.1.2 de la clause R2810D est modifiée pour inclure les nouvelles terminologies suivantes

- « Services d'architecture et de génie » : services pour fournir une gamme de rapports d'enquêtes et de recommandations, la planification, la conception, la préparation ou la supervision de travaux de construction, de réparation, de rénovation ou de restauration et inclut les services de gestion de contrats, de projets immobiliers.
- « Services de construction » : la construction, la réparation, la rénovation ou la restauration d'un ouvrage à l'exception d'un navire et qui comprend : la fourniture et l'érection d'une structure préfabriquée; le dragage; la démolition; les services environnementaux liés à un bien immobilier; ou, la location d'outillage destiné directement ou indirectement à l'exécution des services de construction mentionnés ci-dessus.
- « Services d'entretien d'installations » : services liés aux activités normalement associées à l'entretien d'une installation et le maintien des espaces, des structures et des infrastructures en bon état de fonctionnement, d'une manière routinière, prévue ou anticipée pour éviter la défaillance et / ou la dégradation, incluant des services d'inspections, d'essais, d'entretien, de classification quant à l'état de fonctionnement, de réparations, de reconstruction et de remise en état, ainsi que la fourniture de services d'entretien ménager, d'enlèvement des déchets, de déneigement, d'entretien des pelouses, de remplacement des revêtements de sol, d'appareils d'éclairage ou de plomberie, de peinture, et autres petits travaux.



## APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

#### DEVIS

#### CONVENTION D'OFFRE À COMMANDES - CORPS DE MÉTIERS DE CONSTRUCTION DE NATURE GÉNÉRALE

#### 19<sup>E</sup> ESCADRE COMOX (COLOMBIE-BRITANNIQUE) V0K 2K0

##### 1 LIEU DES TRAVAUX

19<sup>e</sup> Eescadre, C.P. 1000, succ Main, Lazo (C.-B.) V0R 2K0.

##### 2 TRAVAUX COMPRIS

Les travaux visés par la présente convention d'offre à commandes comprennent la totalité de la main-d'œuvre, des matériaux, du matériel et de la supervision nécessaires aux réparations et aux modifications, selon les indications de l'agent technique.

.1 Les travaux requis comprennent, mais sans s'y limiter, ce qui suit :

.1 Corps de métiers suivants :

1. Compagnons/apprentis charpentiers titulaires d'un permis provincial;
2. Compagnon/apprenti maçon titulaire d'un permis provincial;
3. Compagnon/apprenti plombier titulaire d'un permis provincial;
4. Compagnon/apprenti monteur de conduites de vapeur titulaire d'un permis provincial;
5. Compagnon/apprenti mécanicien frigoriste titulaire d'un permis provincial;
6. Compagnon/apprenti monteur d'installations au gaz titulaire d'un permis provincial;
7. Compagnon/apprenti soudeur titulaire d'un permis provincial, dont les compétences sont propres au type de travaux selon les indications de l'agent technique;
8. Compagnon/apprenti tôlier titulaire d'un permis provincial;
9. Compagnon/apprenti électricien titulaire d'un permis provincial;
10. Compagnon/apprenti peintre titulaire d'un permis provincial;
11. Carreleurs et poseurs de tapis;
12. Ouvriers,
13. Toute autre personne qualifiée nécessaire pour effectuer des travaux de construction, d'entretien, de modification et d'ajout selon les indications de l'agent technique.

.2 Travaux requis :

- .1 Réparations et modifications à apporter aux bâtiments et aux installations, y compris les fenêtres, la maçonnerie (briques et blocs), les revêtements de sol, le vitrage, les enduits et les plaques de plâtre, les plinthes, les parements extérieurs, les plafonds suspendus, ainsi que les surfaces intérieures et extérieures.
- .2 Installation et entretien de la plomberie, des systèmes de chauffage à eau chaude et à vapeur, des appareils sanitaires, des avaloirs, des conduites d'eau chaude et d'eau froide, des appareils de chauffage, des conduits d'air ou autres selon les directives.

- .3 Installation et entretien de services de distribution électrique, de prises de courant, d'interrupteurs, d'appareils électriques et d'éclairage, de compteurs, de panneaux, de câblage, de systèmes d'alarme incendie, de dispositifs aérothermiques et de chauffe-eau ou autres selon les directives.
- .4 Peinture, enduits, carrelages et revêtements en feuilles.
- .5 Installation et réparation de béton, d'allées, de maçonnerie, de murs, etc.
- .6 Construction ou modification à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments.

### 3 Sous-traitance

- .1 La responsabilité de tous les sous-traitants incombe uniquement à l'entrepreneur général.
- .2 Tous les sous-traitants doivent être approuvés par l'agent technique.
- .3 Tous les sous-traitants doivent être entièrement qualifiés pour exercer leurs métiers respectifs et accomplir les travaux prescrits.

### 4 PRODUITS

- .1 Fournir les matériaux et les pièces de rechange nécessaires à l'exécution des travaux au prix de revient, taxe de vente provinciale en sus. La taxe sur les produits et services (TPS) doit être inscrite séparément.
- .2 Une copie des factures du fournisseur doit être fournie à l'agent technique à la demande de ce dernier.
- .3 Tous les produits mécaniques-électriques doivent être homologués CSA (Association canadienne de normalisation).

### 5 SERVICES

- .1 Services. Les services doivent être fournis au besoin et l'entrepreneur doit être disponible dans un délai de cinq (5) jours civils, sauf en cas d'urgence.
- .2 Appels de service. L'entrepreneur doit répondre à toutes les demandes d'inspection ou de réparation des techniciens ou des représentants autorisés des techniciens. Tous les appels de service doivent être confirmés par écrit sur le formulaire MAS 942 (Demande relative à une convention d'offre à commandes).
- .3 Gens de métier. Les personnes de métier affectées au présent contrat doivent être entièrement qualifiées dans leur métier respectif avec de l'expérience reconnue au niveau attesté de compagnon.
- .4 Apprentis. Les apprentis doivent avoir prouvé leur expérience dans leur métier respectif et sous la supervision d'un compagnon qualifié.



6 TRANSPORTS

L'entrepreneur doit assurer le transport de ses employés, de leurs outils et de leur matériel requis pour l'exécution des travaux. Cette obligation s'applique aussi au transport des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux visés par la présente.

7 OUTILS ET ÉQUIPEMENT

Il incombe à l'entrepreneur de fournir tous les outils et tout le matériel nécessaires à l'exécution satisfaisante des travaux prévus par le présent contrat.

8 FACTURATION

.1 Toutes les factures soumises aux fins de paiement doivent comprendre les renseignements suivants :

- .1 Numéro de la commande de travail de génie construction;
- .2 Numéro du dossier de génie construction;
- .3 Numéro de la demande - MAS 942 (Demande relative à une convention d'offre à commandes;
- .4 Numéro de contrat de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC;
- .5 Adresse inscrite sur le contrat de TPSGC.

.2 Les factures doivent comprendre une ventilation des coûts effectuée de la manière suivante :

- .1 Le taux de rémunération et le nombre d'heures de travail pour chaque ouvrier;
- .2 Une liste détaillée des matériaux utilisés, classés par prix, doit être fournie pour chaque facture soumise aux fins de paiement;
- .3 Le total multiplié;
- .4 La taxe sur les produits et services (TPS) doit être inscrite séparément;
- .5 Lorsque des sous-traitants sont engagés, joindre à la facture une copie de la facture acquittée du sous-traitant;
- .6 Lorsqu'une réduction ou une majoration s'applique, elle doit être indiquée séparément.

.3 Les factures soumises pour paiement relativement au présent contrat doivent être convenablement identifiées, ou elles seront renvoyées à l'entrepreneur pour qu'il effectue l'annotation correctement afin que l'approbation du paiement puisse être donnée.

9 ESTIMATIONS

Lorsqu'une estimation des coûts a été soumise et approuvée par le responsable des services sur place, le coût de l'ensemble des travaux effectués ou des services offerts ne doit pas excéder 10 % de l'estimation.

10 CODES ET NORMES

- .1 Les travaux doivent être exécutés conformément aux exigences de l'édition en vigueur du Code national du bâtiment (CNB) du Canada, du Code canadien de l'électricité, du Code national de la plomberie, du Code d'installation du gaz naturel, des Codes nationaux de prévention des incendies, des normes de la National Fire Protection Association ainsi que de tout autre code municipal ou provincial applicable.
- .2 Les matériaux et la qualité d'exécution doivent être conformes ou supérieurs aux normes applicables de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), de l'Association canadienne de normalisation (CSA), de l'American Society for Testing and Materials (ASTM), ainsi qu'aux normes d'autres organismes de référence.
- .3 Se conformer à la plus récente version des normes de référence datées, en vigueur comme publiées par l'autorité normative. Les normes ou les codes qui ne portent aucune date sont réputés représenter la version courante à la date de la présente spécification.
- .4 Les mécaniciens et apprentis frigoristes doivent effectuer les travaux en respectant les directives du *Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone*, 1998, du *Règlement fédéral sur les halocarbures* et des *Règlements* et la *Loi sur les substances appauvrissant la couche d'ozone* en vigueur au Manitoba, le chapitre 080-103/94. En cas d'incohérences entre les règlements susmentionnés faisant autorité, le plus strict s'applique.
- .5 Les mécaniciens/apprentis en réfrigération doivent posséder un « Atmosphere Protection Environmental Certificate » valide au Manitoba, et doivent fournir à l'agent technique tous les dossiers, rapports et avis demandés par les règlements susmentionnés au paragraphe 10.4 ci-dessus.

11 Permis

Les permis doivent être obtenus avant le début de tous les travaux d'ajout, de modification ou d'installation d'équipement ou de conduites de gaz. (Avis sur les gaz n° 1)

12 IMPLANTATION DES TRAVAUX

- .1 Déterminer les points de repère généraux et prendre les mesures nécessaires pour prévenir leur dérangement.
- .2 Employer une personne compétente pour agencer les travaux conformément aux lignes de contrôle fournies par l'agent technique.

13 ÉCHAFAUDAGES

Monter et entretenir les échafaudages afin d'en assurer la rigidité, la sûreté et la sécurité. Les ériger de façon qu'ils ne reposent pas sur des murs. Enlever les échafaudages dès qu'ils ne sont plus nécessaires.

14 FEUX

Il est interdit de faire des feux et de faire brûler des rebuts sur le lieu de travail. Tout feu, peu importe l'ampleur, doit être rapporté au Service des incendies de l'Escadre.

15 AMENÉES DE SERVICE

Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir la documentation du fabricant et de fournir les amenées de service nécessaires au branchement du matériel et des appareils.

16 TRAVAUX DE DÉCOUPAGE, D'AJUSTEMENT ET DE RAGRÉAGE

- .1 Exécuter les coupes (y compris les travaux d'excavation), les ajustements et les ragréages qui pourraient être exigés pour bien agencer les pièces de l'ouvrage ou pour les adapter à d'autres éléments.
- .2 Là où des ouvrages existants sont transformés ou coupés, les ragréer et voir à ce qu'ils s'appartiennent aux surfaces adjacentes.
- .3 Effectuer les coupes à l'aide de lames laissant un rebord net, lisse et uniforme. Faire en sorte que les correctifs soient imperceptibles une fois l'assemblage terminé.
- .4 Raccorder hermétiquement les ouvrages aux tuyaux, manchons, gaines et conduites.

17 EMPLACEMENT DES APPAREILS

L'emplacement d'appareils, de dispositifs, de prises, etc. indiqué ou précisé doit être considéré comme approximatif. L'emplacement réel sera déterminé conformément aux besoins au moment de l'installation et de manière acceptable. Avant l'installation, informer l'agent technique de l'imminence de celle-ci, et consulter également ce dernier quant aux emplacements réels.

18 SERVICES EXISTANTS

- .1 S'il faut exécuter des piquages sur les réseaux existants ou des raccordements à ces réseaux dans le cadre du présent contrat, effectuer ces travaux aux moments indiqués par les autorités et de manière à entraîner le moins de difficultés possible pour les piétons, la circulation de véhicules ainsi que les occupants et le fonctionnement du bâtiment existant.
- .2 Poser des passerelles au-dessus des tranchées croisant les trottoirs ou les routes pour permettre la circulation normale.
- .3 Protéger, déplacer ou maintenir les canalisations existantes en service, conformément aux exigences. Si des canalisations non fonctionnelles sont découvertes durant les travaux, les obturer d'une manière autorisée par les autorités compétentes.

19 DESSINS SUPPLÉMENTAIRES

Il est possible que l'agent technique fournisse des dessins supplémentaires à l'appui de l'exécution appropriée des travaux. Ces dessins seront fournis aux fins de clarification seulement. Ils doivent avoir la même signification et la même portée que s'ils étaient fournis avec les plans originaux.

## 20 INSTALLATIONS TEMPORAIRES

- .1 Installations sanitaires. Au besoin, prévoir des installations sanitaires pour le personnel conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.
- .2 Enceinte de la structure. Fournir des enceintes temporaires étanches aux intempéries.
  - .1 L'entrepreneur doit afficher les avis et prendre toutes les mesures de précaution qu'exigent les autorités sanitaires locales. Maintenir les lieux dans de bonnes conditions d'hygiène.
  - .2 Ériger les enceintes de manière à permettre l'accès pour l'installation de matériel et pour travailler à l'intérieur de l'enceinte.
  - .3 Concevoir les enceintes pour qu'elles résistent au vent.
- .3 Alimentation en eau et en électricité. L'entrepreneur est responsable de prendre les arrangements avec l'occupant de l'habitation pour fournir l'électricité et l'eau; l'entrepreneur paiera l'électricité et l'eau utilisées, à la demande de l'occupant. L'électricité et l'eau provenant des bâtiments de la Base, des manèges militaires et des satellites seront fournies sans frais.
- .4 Drainage. Au besoin, prévoir des mesures de drainage et de pompage temporaires pour garder les excavations et le chantier au sec en tout temps.
  - .1 Ne pas pomper de l'eau contenant de l'argile en suspension dans les égouts ou le système existant.
- .5 Enlèvement d'installations temporaires. Enlever les installations temporaires des lieux, lorsque demandé par l'agent technique.
  - .1 Remettre dans leur état d'origine les points de raccordement d'alimentation électrique et d'eau.

## 21 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- .1 Généralités. L'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger le personnel (les travailleurs, les visiteurs et le grand public) de toute blessure ainsi que la propriété de tout dommage pendant toute la durée du contrat.
- .2 Mesures de sécurité en construction. L'entrepreneur doit respecter et faire appliquer les mesures de sécurité en construction prescrites par la version la plus récente du Code national du bâtiment du Canada, la loi provinciale sur l'indemnisation des accidentés du travail et les règlements municipaux. Cela comprend les procédures d'accès aux espaces clos.
  - .1 En cas de divergence entre les dispositions prévues dans les documents susmentionnés, la disposition la plus stricte s'applique.
- .3 Procédures et équipement de travail.
  - .1 Les procédures et l'équipement de travail doivent tous être conformes aux normes prescrites par la loi.

- .2 Un permis de « travail à chaud » est exigé pour tous les travaux à chaud, comme la soudure, le coupage ou le brasage, effectués n'importe où dans la base (voir l'annexe A du présent devis). Les permis de travail à chaud sont délivrés et contrôlés par le chef des pompiers de l'escadre.
- .3 L'entrepreneur doit positionner les grues, palans ou échafaudages et les utiliser de sorte que les personnes qui se trouvent à proximité ne soient pas blessées et les aéronefs et le matériel environnants ne soient pas endommagés, même si une charge suspendue ou de petits objets tombent, ou si le matériel s'écroule.
- .4 Un permis de « travail de couverture à chaud » est exigé avant de commencer tout travail sur ledit toit n'importe où dans la base (voir l'annexe A). Les permis de travail de couverture à chaud sont délivrés et contrôlés par le chef des pompiers de l'escadre.
- .4 Barrières. Mettre des barrières en place autour des aires de travail dangereuses, des tranchées et des excavations.
- .5 Chantiers laissés sans surveillance. Lorsque les chantiers sont laissés sans surveillance, surtout la nuit, le matériel à moteur doit être laissé sans énergie potentielle; le matériel doit être rangé de manière sécuritaire et empilé, et les échelles portables qui mènent à des plates-formes de travail surélevées doivent être enlevées et fixées.
- .6 Procédure de cadenassage. Lorsque des personnes pourraient être en danger si l'installation, la machinerie ou le matériel était remis sous tension ou en mouvement pendant des travaux d'inspection, d'entretien ou de réparation, des procédures de cadenassage doivent être appliquées. Les systèmes de cadenassage doivent être mis en place par des ouvriers qualifiés du ministère de la Défense nationale (MDN), même si chaque ouvrier qualifié ou travailleur responsable d'une tâche, d'un appareil ou d'une installation doit installer son propre système de cadenassage.
- .7 Personnel de sécurité et responsabilités :
  - .1 L'entrepreneur doit fournir du personnel compétent, mettre en oeuvre son propre programme de sécurité et veiller au respect des normes de santé et de sécurité provinciales et du MDN.
  - .2 Le MDN doit surveiller les travaux quotidiennement afin de s'assurer que les exigences en matière de sécurité sont respectées et que les fiches de sécurité sont à jour et dûment remplies. Un premier manquement aux normes de sécurité entraînera une révision du contrat et la consignation par écrit de cette révision dans le dossier du contrat.
  - .3 L'entrepreneur doit signaler au superviseur du contrat et aux autorités compétentes de tout accident ou incident dans lequel l'entrepreneur, le MDN ou des fonctionnaires ou la propriété ont été impliqués en raison des travaux entrepris par l'entrepreneur.
- .8 Retards en raison d'infractions aux règlements sur la santé et la sécurité.
  - .1 L'entrepreneur doit inclure toutes les dispositions du marché dans toute entente conclue avec des sous-traitants, et ces derniers sont conjointement responsables de l'exécution sécuritaire des travaux.

- .2 Si l'entrepreneur est responsable d'un retard en raison d'une infraction aux exigences de la réglementation sur la santé et la sécurité, il devra, sans frais additionnels pour le MDN, effectuer les heures supplémentaires et acheter et exploiter le matériel ou les matériaux qui sont nécessaires, selon le superviseur du contrat, pour éviter des retards dans l'achèvement des travaux ou dans les opérations connexes.
- .9 Exigences en matière de sécurité incendie. L'entrepreneur doit se conformer aux consignes d'incendie et aux précautions de sécurité en cas d'incendie, à l'endroit des entrepreneurs civils, qui sont émises par le chef des pompiers de l'escadre.
- .10 Surcharge. Aucune partie du travail ne doit faire l'objet d'une surcharge au point de remettre en cause l'aspect sécuritaire de la tâche concernée.
- .11 Échafaudage. Les échafaudages doivent être conformes à la norme CSA S269.1-1975, ainsi qu'aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux et locaux relatifs à ce type d'ouvrage.
- .12 Solvants et adhésifs. L'entrepreneur doit prendre les précautions adéquates contre les incendies. Il est interdit de fumer dans l'aire des travaux. Ces substances ne doivent être utilisées que dans des aires bien ventilées. Ne pas éliminer les déchets volatils, tels les diluants à peinture, dans les égouts sanitaires ou pluviaux.

## 22 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Fournir à l'officier du génie construction de l'escadre les fiches signalétiques de tous les produits contrôlés apportés à la 19<sup>e</sup> Escadre.
- .2 Le personnel contractuel doit avoir reçu une formation sur la réglementation relative aux matières dangereuses utilisées au travail, en vertu des normes de santé et de sécurité au travail du Code canadien du travail.
- .3 Les déversements, quelle que soit leur ampleur, doivent immédiatement être signalés à l'agent technique et à l'Officier de l'environnement de l'Escadre.

## 23 MATÉRIAUX

- .1 Généralités. Sauf indication contraire, utiliser des matériaux neufs.
- .2 Instructions du fabricant. Sauf indication contraire, se conformer à la plus récente version imprimée des instructions concernant les matériaux et les méthodes d'installation.
  - .1 Informer l'agent technique par écrit de toute incompatibilité entre le présent devis et les directives du fabricant, de sorte que l'agent technique puisse désigner le document à observer.
- .3 Livraison et entreposage. Livrer, entreposer et conserver les matériaux emballés en préservant l'intégrité des sceaux et des étiquettes du fabricant.
  - .1 Livrer, manipuler et entreposer les matériaux de sorte qu'ils ne soient pas endommagés, altérés ou salis. Emporter immédiatement les matériaux inutilisables.
  - .2 Entreposer les matériaux conformément aux instructions du fournisseur.



## 24 NETTOYAGE

- .1 Généralités. Procéder aux opérations de nettoyage et d'élimination de manière à respecter les ordonnances locales et les lois en matière de lutte contre la pollution.
  - .1 Il est interdit d'enfouir des rebuts et des déchets sur l'emplacement du projet.
  - .2 Il est interdit d'éliminer les déchets dans les cours d'eau.
  - .3 Entreposer les déchets volatiles dans des contenants métalliques fermés et les sortir des lieux tous les jours.
  - .4 Ne pas laisser s'accumuler des déchets qui risquent d'engendrer des conditions dangereuses. Ne pas dissimuler les déchets dans des endroits cachés.
  - .5 Assurer une ventilation adéquate pendant l'utilisation de toute substance volatile ou toxique.
- .2 Matériaux. Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.
- .3 Nettoyage pendant les travaux de construction. Maintenir le chantier et les propriétés publiques exempts de toute accumulation de déchets et de débris.
  - .1 Arroser les matériaux secs et les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière.
  - .2 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des déchets.
  - .3 Chaque jour, enlever les déchets et les débris du chantier.
- .4 Nettoyage final. En vue de l'achèvement substantiel ou de l'occupation, effectuer une inspection définitive des surfaces intérieures et extérieures apparentes ainsi que des vides de construction.
  - .1 Éliminer la graisse, la poussière, la saleté, les étiquettes, les traces de doigts et autres matériaux étrangers des surfaces finies intérieures et extérieures visibles, notamment les surfaces en verre.
  - .2 Nettoyer les surfaces dures au balai et passer une vadrouille humide par la suite. Passer l'aspirateur sur les tapis-moquettes; passer un râteau sur les aires de travail extérieures.
  - .3 Enlever les débris et les matériaux des toits.
  - .4 Laisser tout le secteur des travaux propre et bien rangé.

## 25 MODIFICATIONS AUX BÂTIMENTS EXISTANTS

Exécuter les travaux sans gêner ni troubler, autant que possible, les occupants, le public et l'utilisation normale des locaux. Prendre les dispositions nécessaires avec l'agent technique afin de faciliter l'exécution des travaux.

26 UTILISATION DES LIEUX

L'entrepreneur doit s'en tenir, pour ce qui est de la disposition et du rangement de son matériel ainsi que des activités de ses travailleurs, aux limites fixées par la loi et les ordonnances selon les directives de l'agent technique; il doit s'abstenir d'encombrer déraisonnablement les lieux.

Annexes :

Annexe A Permis de travail à chaud

Annexe B Permis de travail de couverture à chaud

Annexe A

N° de dossier : W6862-190058

ÉCHANTILLON N° 1

PERMIS DE TRAVAIL À CHAUD

DATE \_\_\_\_\_ SUPERVISEUR \_\_\_\_\_

BÂTIMENT \_\_\_\_\_ ÉTAGE \_\_\_\_\_

TRAVAUX À FAIRE \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

PRÉCAUTIONS SPÉCIALES À PRENDRE \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

PIQUET D'INCENDIE FOURNI \_\_\_\_\_ NOM \_\_\_\_\_

L'emplacement où les travaux seront exécutés a été vérifié et les mesures de précaution nécessaires ont été prises. L'autorisation est accordée pour ces travaux.

SIGNATURE \_\_\_\_\_  
Inspecteur des incendies/contremaître  
d'atelier

La zone des travaux et toutes les aires voisines susceptibles de recevoir des étincelles, du laitier chaud ou d'être touchées par la chaleur (y compris le plancher et le plafond des étages supérieurs et inférieurs et l'autre côté des murs) ont été inspectées 30 minutes après la fin des travaux et ont été jugées sans risque d'incendie.

SIGNATURE \_\_\_\_\_  
Superviseur des travaux

DISTRIBUTION

L'original doit être remis au superviseur et retourné à la section Prévention des incendies à la fin des travaux.

L'inspecteur des incendies doit conserver une copie.

Annexe A

N° de dossier : W6862-190058

ÉCHANTILLON N° 2

Avant d'approuver tout travail de coupe, de soudage ou l'utilisation d'un dispositif à flamme nue, l'inspecteur des incendies de l'Escadre ou son représentant désigné (le contremaître d'atelier) doit inspecter la zone de travail et confirmer que toutes les précautions nécessaires ont été prises afin de prévenir tout risque d'incendie conformément à la norme NFPA 51B.

Mesures de précautions

OUI/NON	Gicleurs en service
OUI/NON	Détecteurs de fumée/système d'alarme d'incendie
OUI/NON	Arrêt du système d'alarme d'incendie
OUI/NON	Système d'alarme incendie non désactivé
OUI/NON	Matériel de coupe et de soudure en bon état
OUI/NON	Planchers débarrassés de toute matière combustible
OUI/NON	Les planchers combustibles sont protégés (humidifiés, recouverts de sables ou d'écrans métalliques)
OUI/NON	Les liquides inflammables sont retirés ou correctement couverts
OUI/NON	Toutes les ouvertures dans les murs et le sol sont couvertes
OUI/NON	Bâches placées sous la zone des travaux afin d'intercepter le laitier chaud et les étincelles.

Travaux sur les murs et aux plafonds

(Réservoirs, conteneurs, conduits, capteurs de poussière, etc.)

OUI/NON	Toute trace de combustible nettoyée sur le matériel
OUI/NON	Les conteneurs sont purgés des liquides inflammables

Piquet d'incendie

OUI/NON	Fourni pendant toute la durée des opérations et pendant les 30 minutes qui suivent.
OUI/NON	Extincteurs sur place
OUI/NON	Formé à l'utilisation des extincteurs et au déclenchement de l'alarme incendie

POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS OU DES CONSEILS, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC LE PERSONNEL DE PRÉVENTION DES INCENDIES DU GÉNIE CONSTRUCTION AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

Annexe B

N° de dossier : W6862-190058

**19<sup>e</sup> Escadre Comox**  
**PERMIS DE TRAVAIL POUR**  
**INSTALLATION DE COUVERTURE À CHAUD**

DATE : \_\_\_\_\_

BÂTIMENT : \_\_\_\_\_

LIEU DES TRAVAUX : \_\_\_\_\_

NOM DE L'ENTREPRENEUR : \_\_\_\_\_

**MESURES DE PRÉCAUTION PARTICULIÈRES À PRENDRE**

**A. TRAVAUX DE GOUDRONNAGE DE COUVERTURES À CHAUD (FONDOIR À GOUDRON)**

1. Fondoir muni d'un thermomètre ou d'une jauge \_\_\_\_\_
2. Fondoir surveillé continuellement pendant qu'il est en marche  
\_\_\_\_\_
3. Fondoir muni d'un couvercle métallique pour étouffer les flammes en cas de feu  
\_\_\_\_\_
4. Extincteur (4A/40BC) à proximité du fondoir \_\_\_\_\_
5. Surveillant du fondoir qui s'assure que l'aire des travaux reste propre et bien rangée \_\_\_\_\_
6. Seules des vadrouilles en fibre de verre sont utilisées  
\_\_\_\_\_
7. Vadrouilles enlevées du toit chaque jour, une fois les travaux terminés  
\_\_\_\_\_
8. Vadrouilles entreposées loin de matériaux combustibles, à au moins 3 m de ceux-ci, ou dans le fondoir \_\_\_\_\_
9. Matériaux de couverture entreposés à au moins 3 m de tout bâtiment  
\_\_\_\_\_

B-1/2

Annexe B

N° de dossier : W6862-190058

**B. PERMIS DE TRAVAIL DE COUVERTURE À CHAUD (BOUTEILLES DE PROPANE ET CHALUMEAUX)**

1. Bouteilles de propane sur le toit fixées debout en tout temps  
\_\_\_\_\_
2. Bouteilles de propane à au moins 4,5 m de distance du fondoir en tout temps  
\_\_\_\_\_
3. Gros réservoirs mobiles à au moins 7,6 m de distance du fondoir \_\_\_\_\_
4. Bouteilles de propane entreposées à au moins 3 m des bâtiments \_\_\_\_\_
5. Matériaux et matériel de l'entrepreneur à au moins 3 m des bâtiments \_\_\_\_\_
6. Si des chalumeaux sont utilisés près de matières combustibles ou des bâtiments, prendre les mesures de précaution particulières qui s'imposent  
\_\_\_\_\_
7. Extincteurs facilement accessibles pendant l'utilisation de chalumeaux au propane  
\_\_\_\_\_
8. Personnel de surveillance requis? Fourni par l'entrepreneur  
\_\_\_\_\_ Caserne des pompiers
9. Mesures de précaution particulières : le fondoir doit être placé à au moins 3 m du bâtiment.

**NOTA : Communiquer avec la caserne des pompiers 30 minutes après la fin des travaux de la journée pour qu'elle procède à une inspection après l'incendie.**

**C. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Tout le personnel de l'entrepreneur doit avoir été informé sur l'utilisation du matériel de protection incendie et sur le déclenchement de l'alarme incendie. Le numéro à appeler en cas d'incendie est le 9 - 911 à partir de l'Escadre ou le 911 à partir du manège militaire.
2. À la fin de chaque journée de travail, l'entrepreneur doit avertir le chef de peloton de garde du service des incendies de l'Escadre par téléphone (8250) que les travaux du jour sont terminés dans les 30 minutes qui suivent l'achèvement de ceux-ci. Le chef d'atelier attendra que la caserne des pompiers ait terminé l'inspection après l'incendie.

3. Tout incendie doit être signalé au Service des incendies au 8250 :

Date/heure du début du permis \_\_\_\_\_

Entretien des extincteurs \_\_\_\_\_

Date/heure de l'expiration du permis \_\_\_\_\_

Nom de l'entrepreneur (en caractères d'imprimerie) \_\_\_\_\_

Signature de l'entrepreneur \_\_\_\_\_

Nom de l'insp. des incendies \_\_\_\_\_

Signature de l'insp. des incendies \_\_\_\_\_



## APPENDICE 3 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées en fonction de l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, ce qui comprend les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 1.1 Évaluation technique

Les critères d'évaluation technique obligatoires et les critères d'évaluation technique cotés sont énoncés à l'appendice 4 – Évaluation technique, et à l'appendice 5 – Formulaire des qualifications – Exigence obligatoire.

#### 1.2 Évaluation financière

Les soumissionnaires seront évalués sur la base des renseignements fournis au terme de l'appendice 6 – Formulaire de proposition de prix, conformément à la procédure énoncée à l'appendice 3 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection.

#### 1.3 Évaluation du prix de la soumission

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables en sus, destination FAB, incluant les droits de douane et les taxes d'accises canadiennes.

### 2. Méthode de sélection

#### 2.1 Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- a) répondre à toutes les exigences énoncées dans la demande de soumissions;
- b) satisfaire à tous les critères techniques obligatoires;
- c) obtenir la note de passage minimale requise de soixante-dix (70 %) pour cent du total de points possible pour les critères d'évaluation techniques cotés;
- d) soumettre les taux fermes et les quantités pour toutes les catégories du formulaire de proposition de prix;
- e) avoir un prix ne dépassant pas 1,25 % du prix moyen offert.

Les soumissionnaires qui ne respectent pas les conditions a), b), c) ou d) seront déclarés non recevables.

#### 2.2 Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : la note technique obtenue divisée par le nombre maximal de points possible, puis multipliée par le ratio de 40 %. Les dossiers des soumissionnaires qui n'ont pas obtenu la note de passage ne seront pas pris en compte.

#### 2.3 Afin de déterminer la note financière totale (NFT), chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué total le plus bas et multipliée par le ratio de 60 %. Toutes les propositions de prix accusant un écart de plus de 25 % au-dessus du prix moyen seront rejetées d'emblée.

Le prix total évalué le plus bas issu de toutes les soumissions techniquement recevables totalisera 100 points pour la NFT.

La NFT des autres soumissions techniquement recevables sera calculée de la manière suivante :

$$\text{NFT de la soumission} = (\text{plus bas prix total évalué issu de toutes les soumissions techniquement recevables}) / (\text{prix total évalué de la soumission}) \times 100 \text{ points}$$

### 3. Note combinée de la note pour le mérite technique et de la note financière totale

#### 3.1 La sélection sera faite en fonction de la note combinée de la note pour le mérite technique et de la note financière totale. Le ratio sera de 40 % pour la note pour le mérite technique et de 60 % pour la note financière totale.

#### 3.2 Pour chaque soumission recevable, la note pour le mérite technique et la note financière totale seront ajoutées pour déterminer la note combinée.

- 1.3 Les deux soumissions recevables qui obtiendront les notes combinées les plus élevées pour le mérite technique et le prix seront recommandées pour l'attribution des offres à commandes.

Le tableau ci-dessous montre un exemple de trois soumissions reçues. Le choix de l'entrepreneur y est établi en fonction d'un rapport de 40/60 pour la note du mérite technique et la note financière, respectivement. Le nombre maximal de points pouvant être accordés est de 70, et le prix évalué le plus bas est de 100 \$.

	Soumissionnaire		
	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale (NTG)	65/70	45/70	55/70
Prix total évalué	120	Non conforme sur le plan technique	100
Calculs			
Note pour le mérite technique (NMT)	$65/70 \times 40 = 37,14$		$55/70 \times 40 = 31,43$
Note financière totale	$100/120 \times 60 = 50$		$100/100 \times 60 = 60$
Note combinée	87,14		91,43
Classement global	2 <sup>e</sup>		1 <sup>er</sup>

## APPENDICE 4 - CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

### 1. Exigences obligatoires

Afin d'être jugée conforme, la **soumission doit respecter toutes les exigences OBLIGATOIRES** ci-après. Les soumissions qui ne répondent pas à toutes les exigences obligatoires seront rejetées.

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	RESPECTÉE (cochez la case ci-dessous si vous avez respecté l'exigence)	Indiquez le numéro de page dans votre proposition où figurent ces renseignements
L'entrepreneur doit s'assurer que des gens de métier qualifiés possédant un certificat à titre de compagnon avec la mention Sceau rouge sont présents sur le chantier en tout temps. L'offrant doit fournir une preuve qu'il possède un certificat à titre de compagnon avec la mention Sceau rouge (p. ex. une photocopie du certificat ou du permis) avant la clôture des soumissions.		
<p><b>EXPÉRIENCE ANTÉRIEURE :</b> L'entrepreneur possède une expérience de 5 années consécutives en services de travaux de construction et d'entretien, acquise au cours des 10 dernières années, pour des contrats d'importance et de portée similaires à ce qu'on trouve dans la demande de soumissions. L'importance et la portée similaires se définissent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un complexe servant aux mêmes fins ou de même type (p. ex. commercial, industriel, entrepôt, hangars, bureaux);</li> <li>- un complexe avec un nombre et une variété similaires de bâtiments et d'équipement.</li> </ul> <p>En fournir la preuve en remplissant le formulaire de l'appendice 5 intitulé « Formulaire de qualifications – Exigence obligatoire » ou un document contenant les mêmes renseignements.</p>		
<p><b>RÉFÉRENCES :</b> L'entrepreneur doit fournir des références écrites de deux (2) clients (y compris pour l'expérience antérieure) qui indiquent clairement qu'il a de bons antécédents en matière de prestation de services d'installation et d'entretien électriques de portée similaire. Pour chaque référence, veuillez remplir le formulaire de l'appendice 5 intitulé « Formulaire de qualifications – Exigence obligatoire » ou un document contenant les mêmes renseignements. <b>Les références feront l'objet d'une vérification.</b> TPSGC se réserve le droit de vérifier l'exhaustivité et l'exactitude de l'information et de vérifier si les clients cités en référence sont satisfaits des services offerts. Si les renseignements ne peuvent pas être vérifiés ou si les services fournis se sont révélés insatisfaisants, la proposition sera jugée irrecevable et rejetée d'emblée.</p>		
<p>TOUS les employés qui travaillent sur un chantier doivent avoir reçu une formation d'électricien fondée sur la norme CSA Z462-2015 pour la formation sur la gestion des risques d'arcs et de décharges électriques (Système de formation sur la sécurité en matière d'électricité - ESTS).</p> <p>L'entrepreneur doit fournir une déclaration pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence.</p>		
<p>Tous les employés qui travaillent sur le site doivent avoir suivi une formation sur le SIMDUT. Veuillez fournir une preuve d'attestation d'un employé (p. ex., photocopie de l'attestation).</p>		

L'entrepreneur doit fournir un plan de sécurité d'entreprise inclus dans la présentation de sa soumission. (La limite du nombre de pages pour ce rapport est 10 pages. Si plus de pages sont soumises, les pages après la 10 <sup>e</sup> ne seront pas prises en compte dans l'évaluation.)		
L'entrepreneur doit fournir un plan environnemental d'entreprise inclus dans la présentation de sa soumission. (La limite du nombre de pages pour ce rapport est 10 pages. Si plus de pages sont soumises, celles-ci ne seront pas prises en compte dans l'évaluation.)		

## 2. Exigences cotées

Chaque soumission recevable sera évaluée en fonction des critères cotés énoncés ci-dessous. L'information doit être assez détaillée pour permettre une évaluation complète. La tâche des évaluateurs sera grandement simplifiée si chaque section présente les critères dont elle traitera.

Pour chaque critère coté, lorsqu'un nombre maximal de points est indiqué, les évaluateurs peuvent attribuer un nombre entier de zéro jusqu'au maximum indiqué. Les réponses des soumissionnaires seront évaluées en fonction des définitions et des exigences en matière de renseignements décrites dans les présents critères d'évaluation. Les soumissionnaires devraient s'assurer que toutes leurs réponses contiennent des renseignements détaillés sur les dates, les études et les titres de compétences, ainsi que sur l'expérience attestée en matière de projets. Des points seront accordés uniquement en fonction de l'information présentée de manière explicite dans la réponse du soumissionnaire.

Lorsqu'il décrit les projets faisant état de son expérience attestée, le soumissionnaire doit préciser ce qui suit :

- 1) la date d'achèvement du projet;
- 2) le nom du client et le nom d'une personne-ressource du client;
- 3) le numéro de téléphone ou l'adresse électronique de la personne-ressource du client;
- 4) la valeur des services fournis au client par le soumissionnaire (Remarque : La valeur des services comprend seulement les services fournis par le soumissionnaire, et non le budget global du projet).

Si un client a demandé à ce que son projet demeure confidentiel, le soumissionnaire devrait le signaler. TPSGC peut communiquer avec les clients de projets confidentiels seulement pour confirmer certains détails relatifs aux projets attestant l'expérience des soumissionnaires qui s'avère pertinente dans le cadre de la présente demande de soumissions.

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	NOTE TECHNIQUE OBTENUE	
<b>ORGANISATION GLOBALE</b> : Fournir un organigramme du personnel de l'entreprise pour cette exigence spécifique répondant à l'énoncé des travaux. (Jusqu'à 2 pt)  Cela devrait permettre d'énumérer les rôles et les responsabilités : 01. du superviseur sur place (jusqu'à 6 pt); 02. des employés individuels (jusqu'à 4 pt); 03. du gestionnaire du contrat global (jusqu'à 3 pt).	<b>15</b>		
<b>EXPÉRIENCE GLOBALE DE L'ORGANISATION</b> > - Expérience en construction commerciale, en installation et en entretien par année (jusqu'à 1 point par année; jusqu'à concurrence de 11 points)	<b>11</b>		
<b>ÉTUDES/FORMATION/ATTESTATIONS</b> > <i>superviseur sur place UNIQUEMENT</i> . Le soumissionnaire doit inclure tous les renseignements liés aux études, à la formation et aux attestations obtenues.  Plus précisément : 01. Certificat portant le Sceau rouge (jusqu'à 3 pt);	<b>15</b>		

02. Santé et sécurité (jusqu'à 5 pt); 03. Premiers soins (jusqu'à 2 pt); 04. Autres études, formations et attestations connexes** liées à la construction commerciale (jusqu'à 5 pt).  <i>** Remarque : Des points seront attribués pour les programmes de formation interne de l'entrepreneur qui couvre chaque élément susmentionné. Les entrepreneurs doivent être en mesure de fournir des copies de leurs programmes de formation interne, de leur description ou la liste des documents de formation (c.-à-d. livres/vidéos) comme documents à l'appui afin d'obtenir ces points dans un délai de 48 heures sur demande.</i>			
<b>EXPÉRIENCE &gt; superviseur sur place UNIQUEMENT &gt;</b>  Indiquer le nombre d'années de leur : a) Expérience <u>globale</u> en construction commerciale (jusqu'à 2 points par année d'expérience, jusqu'à concurrence de 10 points); b) Expérience en <u>supervision</u> de construction commerciale (jusqu'à 3 points par année d'expérience, jusqu'à concurrence de 9 points).	<b>19</b>		
<b>EXPÉRIENCE MINIMALE/ÉTUDES/FORMATION/ATTESTATIONS &gt;</b> <i>tous les autres membres du personnel de construction commerciale sur place UNIQUEMENT. Le soumissionnaire doit inclure tous les renseignements liés aux études, à la formation et aux attestations obtenues.</i>  Les soumissionnaires doivent déterminer les besoins minimums que le personnel sur place a ou aura avant de travailler sur ce contrat.  Plus précisément : 01. Expérience en construction commerciale (jusqu'à 4 points) 02. Santé et sécurité/premiers soins (jusqu'à 2 points) 03. Autres études, formations et attestations connexes** liées aux services de construction commerciale (jusqu'à 4 points).  <i>** Remarque : Des points seront attribués pour les programmes de formation interne de l'entrepreneur qui couvre chaque élément susmentionné. Les entrepreneurs doivent être en mesure de fournir des copies de leurs programmes de formation interne, de leur description ou la liste des documents de formation (c.-à-d. livres/vidéos) comme documents à l'appui afin d'obtenir ces points dans un délai de 48 heures sur demande.</i>	<b>10</b>		
<b>NOMBRE MAXIMAL DE POINTS POSSIBLE :</b>	<b>70</b>		
<b>NOTE TECHNIQUE DE PASSAGE :</b> (doivent être égale ou supérieure à 70 % du nombre maximal de points possible)	<b>49</b>		
<b>NOTE TECHNIQUE GLOBALE OBTENUE :</b>			

Les soumissionnaires **doivent** obtenir la note de passage minimale pour chaque critère technique précisé ci-dessus. **Les dossiers des soumissionnaires qui n'ont pas obtenu la note de passage ne seront pas pris en compte.**



Page 38 de 64

## APPENDICE 6 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

### SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

Convention d'offre à commandes – Corps de métiers de construction de nature générale  
BFC Comox, Lazo (Colombie-Britannique)

### SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DE L'OFFRANT

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Télécopieur : \_\_\_\_\_ NEA \_\_\_\_\_

Adresse courriel : \_\_\_\_\_

Le Numéro d'organisation du Programme de sécurité industrielle \_\_\_\_\_  
(si requis)

### SA03 OFFRE

Remplir l'appendice 6 – Formulaire de proposition de prix et le soumettre dans une **enveloppe cachetée distincte**.

1. Les articles indiqués dans le barème de prix unitaire comprennent notamment les salaires, le temps et les frais de déplacement, les indemnités, la supervision, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances, l'utilisation de tous les outils, l'équipement et autre, les coûts indirects, les profits et tous les autres engagements.
2. Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures, auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie dans le barème de prix de la présente offre. « Coût net » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel non précisé comprend les frais généraux, les profits et toute autre dépense.
3. Les prix indiqués dans le « Barème de prix unitaires – Tarifs » de la présente offre comprennent toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables.
  1. Cependant, ils ne comprennent pas les montants liés à la taxe sur les produits et services (TPS) et à la taxe sur les services ou à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants adéquats de la TPS/TVH seront payés par le Canada à l'offrant, en plus des montants payés conformément au montant du contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.
  2. Les sommes versées par le Canada pour l'équipement spécial de l'offrant non couvert par le barème de prix et nécessaire sur le chantier ne doivent pas être supérieures au tarif de location local en vigueur pour un tel équipement, ou au tarif publié par l'association de construction locale pour un tel équipement, selon le plus bas prix.
  3. Établissement des prix  
Les taux horaires demandés dans l'offre et l'approbation de types de service précis doivent correspondre au coût total de réalisation des travaux, y compris, sans toutefois s'y limiter :
    1. la main-d'œuvre, y compris la supervision, les allocations et l'assurance responsabilité;
    2. le temps de déplacement;
    3. le transport et les dépenses d'automobile;
    4. les outils et les équipements;
    5. les coûts indirects et le profit;
    6. tous les autres frais accessoires, autres que l'achat de matériaux et de pièces de rechange liés à la main-d'œuvre.



## 4. Prix

**Barèmes de prix unitaires - Taux**

ANNÉES 1 ET 2				
Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5
<u>Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation</u>	<u>Unité</u>	<u>Heures / Quantités estimées</u>	<u>Prix unitaire</u>	<u>Montant calculé total estimatif</u>
Tarif horaire, frais de déplacement et tous frais connexes compris				
a) Durant les heures régulières				
7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi				
i. Charpentier (compagnon)	Taux horaire	6000	\$	\$
ii. Charpentier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	1500	\$	\$
iii. Maçon (compagnon)	Taux horaire	500	\$	\$
iv. Maçon (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	250	\$	\$
v. Plombier (compagnon)	Taux horaire	300	\$	\$
vi. Plombier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	150	\$	\$
vii. Monteur de conduites à vapeur (compagnon)	Taux horaire	300	\$	\$
viii. Monteur de conduites à vapeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	150	\$	\$
ix. Mécanicien frigoriste (compagnon)	Taux horaire	200	\$	\$
x. Mécanicien frigoriste (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	200	\$	\$
xi. Monteur d'installations au gaz (compagnon)	Taux horaire	100	\$	\$
xii. Monteur d'installations au gaz (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	200	\$	\$
xiii. Soudeur (compagnon)	Taux horaire	500	\$	\$
xiv. Soudeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	400	\$	\$
xv. Tôlier (compagnon)	Taux horaire	1600	\$	\$

xvi. Tôlier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	800	\$	\$
xvii. Électricien (compagnon)	Taux horaire	700	\$	\$
xviii. Électricien (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	700	\$	\$
xix. Peintre (compagnon)	Taux horaire	300	\$	\$
xx. Peintre (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	400	\$	\$
xxi. Couvreur (compagnon)	Taux horaire	300	\$	\$
xxii. Couvreur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	1000	\$	\$
xxiii. Poseur de planchers (compagnon)	Taux horaire	1000	\$	\$
xxiv. Poseur de planchers (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	700	\$	\$
xxv. Poseur de cloisons sèches (compagnon)	Taux horaire	200	\$	\$
xxvi. Poseur de cloisons sèches (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	100	\$	\$

b) En dehors des heures normales :  
Du lundi au dimanche, toute la journée  
Samedi, dimanche et les jours fériés.

xxvii. Charpentier (compagnon)	Taux horaire	500	\$	\$
xxviii. Charpentier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	500	\$	\$
xxix. Maçon (compagnon)	Taux horaire	40	\$	\$
xxx. Maçon (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	40	\$	\$
xxxi. Plombier (compagnon)	Taux horaire	40	\$	\$
xxxii. Plombier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	40	\$	\$
xxxiii. Monteur de conduites à vapeur (compagnon)	Taux horaire	40	\$	\$
xxxiv. Monteur de conduites à vapeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	40	\$	\$

xxxv. Mécanicien frigoriste (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxvi. Mécanicien frigoriste (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxvii. Monteur d'installations au gaz (compagnon)	Taux horaire	40	\$	\$
xxxviii. Monteur d'installations au gaz (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxix. Soudeur (compagnon)	Taux horaire	40	\$	\$
xl. Soudeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	30	\$	\$
xli. Tôlier (compagnon)	Taux horaire	50	\$	\$
xlii. Tôlier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	30	\$	\$
xliii. Électricien (compagnon)	Taux horaire	30	\$	\$
xliv. Électricien (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xlvi. Peintre (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xlvi. Peintre (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xlvi. Couvreur (compagnon)	Taux horaire	60	\$	\$
xlvi. Couvreur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	60	\$	\$
xlix. Poseur de planchers (compagnon)	Taux horaire	80	\$	\$
l. Poseur de planchers (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	80	\$	\$
li. Poseur de cloisons sèches (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
lii. Poseur de cloisons sèches (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour le matériel indéterminé, les pièces de rechange ainsi que les permis et les certificats requis. (470 000 \$ estimé + majoration de % =)		\$470,000	_____ %	\$

<b>LOCATION D'ÉQUIPEMENT</b> Lorsqu'elles ont été soumises et approuvées à l'avance (par le responsable des lieux), les demandes de location d'équipement autre que les outils de base d'atelier et des gens de métier doivent être facturées au coût en place (qui comprend le coût de facturation et les frais de transport, de change, de douanes et de courtage) plus une majoration fixe de (voir ci-dessous) [qui comprend les frais d'achat, de manutention interne et d'administration et les profits]. La taxe sur les produits et services est en sus et doit être indiquée à un endroit distinct sur la facture. (40 000 \$ + majoration de % =)		\$40,000	_____ %	\$
<b>Sous-total A) : Montants calculés totaux estimatifs pour les années 1 et 2 (TPS/TVH en sus)</b>				\$

<b>ANNÉE 3</b>				
<b>Colonne 1</b>	<b>Colonne 2</b>	<b>Colonne 3</b>	<b>Colonne 4</b>	<b>Colonne 5</b>
<u><b>Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation</b></u>	<u><b>Unité</b></u>	<u><b>Heures / Quantités estimées</b></u>	<u><b>Prix unitaire</b></u>	<u><b>Montant calculé total estimatif</b></u>
Tarif horaire, frais de déplacement et tous frais connexes compris a) Durant les heures régulières 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi				
i. Charpentier (compagnon)	Taux horaire	3000	\$	\$
ii. Charpentier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	750	\$	\$
iii. Maçon (compagnon)	Taux horaire	250	\$	\$
iv. Maçon (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	125	\$	\$
v. Plombier (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
vi. Plombier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	75	\$	\$
vii. Monteur de conduites à vapeur (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
viii. Monteur de conduites à vapeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	75	\$	\$
ix. Mécanicien frigoriste (compagnon)	Taux horaire	100	\$	\$

x. Mécanicien frigoriste (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	100	\$	\$
xi. Monteur d'installations au gaz (compagnon)	Taux horaire	50	\$	\$
xii. Monteur d'installations au gaz (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	100	\$	\$
xiii. Soudeur (compagnon)	Taux horaire	250	\$	\$
xiv. Soudeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	200	\$	\$
xv. Tôlier (compagnon)	Taux horaire	800	\$	\$
xvi. Tôlier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	400	\$	\$
xvii. Électricien (compagnon)	Taux horaire	350	\$	\$
xviii. Électricien (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	350	\$	\$
xix. Peintre (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
xx. Peintre (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	200	\$	\$
xxi. Couvreur (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
xxii. Couvreur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	500	\$	\$
xxiii. Poseur de planchers (compagnon)	Taux horaire	500	\$	\$
xxiv. Poseur de planchers (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	350	\$	\$
xxv. Poseur de cloisons sèches (compagnon)	Taux horaire	100	\$	\$
xxvi. Poseur de cloisons sèches (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	50	\$	\$
b) En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, toute la journée Samedi, dimanche et les jours fériés.				
xxvii. Charpentier (compagnon)	Taux horaire	250	\$	\$
xxviii. Charpentier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	250	\$	\$

xxix. Maçon (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxx. Maçon (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxi. Plombier (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxii. Plombier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxiii. Monteur de conduites à vapeur (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxiv. Monteur de conduites à vapeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxv. Mécanicien frigoriste (compagnon)	Taux horaire	10	\$	\$
xxxvi. Mécanicien frigoriste (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
xxxvii. Monteur d'installations au gaz (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxviii. Monteur d'installations au gaz (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
xxxix. Soudeur (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xl. Soudeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	15	\$	\$
xli. Tôlier (compagnon)	Taux horaire	25	\$	\$
xlvi. Tôlier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	15	\$	\$
xlvi. Électricien (compagnon)	Taux horaire	15	\$	\$
xlv. Électricien (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
xlv. Peintre (compagnon)	Taux horaire	10	\$	\$
xlvi. Peintre (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
xlvii. Couvreur (compagnon)	Taux horaire	30	\$	\$
xlviii. Couvreur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	30	\$	\$
xlix. Poseur de planchers (compagnon)	Taux horaire	40	\$	\$
l. Poseur de planchers (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	40	\$	\$

li. Poseur de cloisons sèches (compagnon)	Taux horaire	10	\$	\$
lii. Poseur de cloisons sèches (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour le matériel indéterminé, les pièces de rechange ainsi que les permis et les certificats requis. (235 000 \$ + majoration de % =)		\$235,000	_____ %	\$
LOCATION D'ÉQUIPEMENT Lorsqu'elles ont été soumises et approuvées à l'avance (par le responsable des lieux), les demandes de location d'équipement autre que les outils de base d'atelier et des gens de métier doivent être facturées au coût en place (qui comprend le coût de facturation et les frais de transport, de change, de douanes et de courtage) plus une majoration fixe de (voir ci-dessous) [qui comprend les frais d'achat, de manutention interne et d'administration et les profits]. La taxe sur les produits et services est en sus et doit être indiquée à un endroit distinct sur la facture. (20 000 \$ + majoration de % =)		\$20,000	_____ %	\$
<b>Sous-total B : Montants calculés totaux estimatifs pour l'année 3 (TPS/TVH en sus)</b>				<b>\$</b>

<b>ANNÉE D'OPTION 1</b>				
Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5
<u>Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation</u>	<u>Unité</u>	<u>Heures / Quantités estimées</u>	<u>Prix unitaire</u>	<u>Montant calculé total estimatif</u>
Tarif horaire, frais de déplacement et tous frais connexes compris				
a) Durant les heures régulières				
7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi				
i. Charpentier (compagnon)	Taux horaire	3000	\$	\$
ii. Charpentier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	750	\$	\$
iii. Maçon (compagnon)	Taux horaire	250	\$	\$
iv. Maçon (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	125	\$	\$

v. Plombier (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
vi. Plombier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	75	\$	\$
vii. Monteur de conduites à vapeur (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
viii. Monteur de conduites à vapeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	75	\$	\$
ix. Mécanicien frigoriste (compagnon)	Taux horaire	100	\$	\$
x. Mécanicien frigoriste (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	100	\$	\$
xi. Monteur d'installations au gaz (compagnon)	Taux horaire	50	\$	\$
xii. Monteur d'installations au gaz (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	100	\$	\$
xiii. Soudeur (compagnon)	Taux horaire	250	\$	\$
xiv. Soudeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	200	\$	\$
xv. Tôlier (compagnon)	Taux horaire	800	\$	\$
xvi. Tôlier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	400	\$	\$
xvii. Électricien (compagnon)	Taux horaire	350	\$	\$
xviii. Électricien (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	350	\$	\$
xix. Peintre (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
xx. Peintre (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	200	\$	\$
xxi. Couvreur (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
xxii. Couvreur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	500	\$	\$
xxiii. Poseur de planchers (compagnon)	Taux horaire	500	\$	\$
xxiv. Poseur de planchers (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	350	\$	\$
xxv. Poseur de cloisons sèches (compagnon)	Taux horaire	100	\$	\$



xxvi. Poseur de cloisons sèches (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	50	\$	\$
b) En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, toute la journée Samedi, dimanche et les jours fériés.				
xxvii. Charpentier (compagnon)	Taux horaire	250	\$	\$
xxviii. Charpentier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	250	\$	\$
xxix. Maçon (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxx. Maçon (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxi. Plombier (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxii. Plombier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxiii. Monteur de conduites à vapeur (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxiv. Monteur de conduites à vapeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxv. Mécanicien frigoriste (compagnon)	Taux horaire	10	\$	\$
xxxvi. Mécanicien frigoriste (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
xxxvii. Monteur d'installations au gaz (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxviii. Monteur d'installations au gaz (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
xxxix. Soudeur (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xl. Soudeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	15	\$	\$
xli. Tôlier (compagnon)	Taux horaire	25	\$	\$
xlii. Tôlier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	15	\$	\$
xliii. Électricien (compagnon)	Taux horaire	15	\$	\$
xliv. Électricien (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
xlv. Peintre (compagnon)	Taux horaire	10	\$	\$



a) Durant les heures régulières 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi				
i. Charpentier (compagnon)	Taux horaire	3000	\$	\$
ii. Charpentier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	750	\$	\$
iii. Maçon (compagnon)	Taux horaire	250	\$	\$
iv. Maçon (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	125	\$	\$
v. Plombier (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
vi. Plombier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	75	\$	\$
vii. Monteur de conduites à vapeur (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
viii. Monteur de conduites à vapeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	75	\$	\$
ix. Mécanicien frigoriste (compagnon)	Taux horaire	100	\$	\$
x. Mécanicien frigoriste (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	100	\$	\$
xi. Monteur d'installations au gaz (compagnon)	Taux horaire	50	\$	\$
xii. Monteur d'installations au gaz (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	100	\$	\$
xiii. Soudeur (compagnon)	Taux horaire	250	\$	\$
xiv. Soudeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	200	\$	\$
xv. Tôlier (compagnon)	Taux horaire	800	\$	\$
xvi. Tôlier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	400	\$	\$
xvii. Électricien (compagnon)	Taux horaire	350	\$	\$
xviii. Électricien (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	350	\$	\$
xix. Peintre (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
xx. Peintre (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	200	\$	\$

xxi. Couvreur (compagnon)	Taux horaire	150	\$	\$
xxii. Couvreur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	500	\$	\$
xxiii. Poseur de planchers (compagnon)	Taux horaire	500	\$	\$
xxiv. Poseur de planchers (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	350	\$	\$
xxv. Poseur de cloisons sèches (compagnon)	Taux horaire	100	\$	\$
xxvi. Poseur de cloisons sèches (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	50	\$	\$
b) En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, toute la journée Samedi, dimanche et les jours fériés.				
xxvii. Charpentier (compagnon)	Taux horaire	250	\$	\$
xxviii. Charpentier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	250	\$	\$
xxix. Maçon (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxx. Maçon (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxi. Plombier (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxii. Plombier (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxiii. Monteur de conduites à vapeur (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxiv. Monteur de conduites à vapeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxv. Mécanicien frigoriste (compagnon)	Taux horaire	10	\$	\$
xxxvi. Mécanicien frigoriste (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
xxxvii. Monteur d'installations au gaz (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xxxviii. Monteur d'installations au gaz (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	10	\$	\$
xxxix. Soudeur (compagnon)	Taux horaire	20	\$	\$
xl. Soudeur (ouvrier/apprenti)	Taux horaire	15	\$	\$



**SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES**

L'offre ne peut être retirée pour une période de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

**SA05 SIGNATURE**

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'offrant (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

**TOTAL EVALUATED PRICE:**

A	B	C	D	E
Sous-total A Montants calculés totaux estimatifs pour les années 1 et 2 (TPS/TVH en sus)	Sous-total B Montants calculés totaux estimatifs pour l'année 3 (TPS/TVH en sus)	Sous-total C Montants calculés totaux estimatifs pour l'année d'option 1 (TPS/TVH en sus)	Sous-total D Montants calculés totaux estimatifs pour l'année d'option 2 (TPS/TVH en sus)	Prix total évalué (TPS/TVH en sus) [A + B + C + D =]
\$	\$	\$	\$	\$

## APPENDICE 7 - RAPPORTS PÉRIODIQUES

Il faut présenter un rapport comme suit dans le cadre de la présente demande d'offre à commandes :

Envoyer à :

Tian Lam	604-363-7968	tian.lam@pwgsc-tpsgc.gc.ca
Nom	Numéro de téléphone	Courriel

à :

Travaux Public et Services Gouvernementaux Canada

800, rue Burrard, bureau 219

Vancouver (C.-B.)

V6Z 0B9

### RAPPORT SEMESTRIEL SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ

FOURNISSEUR : \_\_\_\_\_

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT : \_\_\_\_\_

Description des travaux	Numéro de commande subséquente	Facture globale (taxes incluses)

RAPPORT NÉANT : Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral durant cette période.

PRÉPARÉ PAR : \_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_

SIGNATURE : \_\_\_\_\_

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE : \_\_\_\_\_

## APPENDICE 8 – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

(Page 1 de 2)

### INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : [www.cra-arc.gc.ca](http://www.cra-arc.gc.ca). Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées à la page 2 de 2 aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti \* autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à la page 2 de 2.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à la page 2 de 2.

*\* Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrèés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*



### **Attestation volontaire**

(A être volontairement retourné avec la soumission)

(Page 2 de 2)

*Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».*

Nom: \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Nom de la compagnie : \_\_\_\_\_

Dénomination sociale : \_\_\_\_\_

Numéro de l'invitation à soumissionner : \_\_\_\_\_

Nombre d'employés de l'entreprise : \_\_\_\_\_

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat : \_\_\_\_\_

Métiers spécialisés de ces apprentis;

---

---

---

---


---

---

---

---

**ANNEXE A - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

 Government of Canada Gouvernement du Canada	<table border="1" style="margin: auto;"><tr><td>Contract Number / Numéro du contrat W6862-190058</td></tr><tr><td>Security Classification / Classification de sécurité UNCLASS</td></tr></table>	Contract Number / Numéro du contrat W6862-190058	Security Classification / Classification de sécurité UNCLASS
Contract Number / Numéro du contrat W6862-190058			
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASS			
<b>SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL) LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)</b>			
<b>PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE</b>			
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine DND	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Detachment Comox/ Real Property Operations (Pacific)		
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance N/A	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant N/A		
4. Brief Description of Work / Brève description du travail General Construction Trade Services			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <div style="text-align: right;"><input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui</div>			
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <div style="text-align: right;"><input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui</div>			
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) <div style="text-align: right;"><input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui</div>			
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <div style="text-align: right;"><input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui</div>			
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <div style="text-align: right;"><input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui</div>			
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>		
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>		
No releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>		
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>		
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>		
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		
	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		
	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		
	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		
	TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		
	TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6862-190058

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASS

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT        | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET  | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |  |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux : See attached Supplemental Guide

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6862-190058

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASS

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET-- SIGINT<br>TRÈS SECRET -- SIGINT       | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET  | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |  |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux : See attached Supplemental Guide

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASS

Canada





Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat W6862-190058
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASS

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION			
13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	
Aumont EE, Capt.	Det Comox RP Ops (Pacific), RO		
Telephone No. - N° de téléphone 250-339-8211 6021	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel Emilie.Aumont@forces.gc.ca	Date 13-June-18
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date 13 June 2018
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?			<input type="checkbox"/> No / <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	
Dennis LeCompte	Contract Security Officer		
Telephone No. - N° de téléphone 613 952 7907	Facsimile No. - N° de télécopieur 613 948 1712	E-mail address - Adresse courriel Dennis.LeCompte@	Date June 28 / 2018

TPSGE-PW6SC-6C1A.

**ANNEXE B - ATTESTATION D'ASSURANCE**

(Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de soumission)

Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
CanadaPublic Works and  
Government Services  
Canada**ATTESTATION D'ASSURANCE**

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux	N° de l'offre à commandes
Convention d'offre à commandes – Corps de métiers de construction de nature générale BFC Comox, Lazo (Colombie-Britannique)	N° de projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code postal
Nom de l'assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal
Assuré additionnel <b>Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux</b>				

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
<b>Responsabilité civile des entreprises</b>  <b>Responsabilité complémentaire/exc édentaire.</b>				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
				\$	\$	\$
				\$	\$	\$
				\$		
				\$ <input type="checkbox"/> Par incident  <input type="checkbox"/> Par événement		Global \$
				\$		
				\$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement		Global \$

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) l'assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A

## ATTESTATION D'ASSURANCE Page 2 de 2

### Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.

De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

### Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

## ANNEXE C - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)

*(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de l'offre)*

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

[illegible]



## ANNEXE D - LISTE DES SOUS-TRAITANTS (Pourrait être demandée lors de commandes subséquente)

- 1) Conformément à la clause IG06 – Liste des sous-traitants et fournisseurs des Instructions générales, l'offrant devrait accompagner son offre d'une liste de sous-traitants.
- 2) L'offrant devrait soumettre la liste des sous-traitants pour toute partie des travaux dont la valeur équivaut à au moins 20 % du prix de l'offre.

	Sous-traitant	Division
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		